

# VOS JOURNAUX EN DANGER ! AGISSONS POUR SAUVEGARDER NOTRE PRESSE

**La banque du Crédit Mutuel veut nous persuader qu'elle appartient à ses clients. Si nous mettons clairement en doute ce slogan commercial, la FILPAC CGT reste intimement persuadée que les journaux de l'Alsace/Lorraine appartiennent, eux, à leurs lecteurs.**

Jamais la défiance envers les médias n'a été aussi importante et à juste raison parfois. La proximité de certains « journalistes » avec le pouvoir politique ou financier et la priorité faite par les différents médias aux faits divers masquant l'insécurité sociale activent largement ce sentiment de défiance. Jusqu'ici, la presse quotidienne régionale et départementale échappait à cette logique et se différenciait des autres grands médias par la proximité avec ses lecteurs et la qualité des informations qu'elle diffusait.

Le Crédit Mutuel, « La banque à qui parler », prétendument banque « mutualiste », propriétaire de l'ensemble des titres de la façade Est de notre pays, a décidé d'en finir avec ce concept de journaux d'informations locales.

Qu'une banque possède des titres d'informations soulève déjà nombre d'interrogations au regard de l'indépendance éditoriale mais le doute n'est plus permis quand son projet amène à la destruction pure et simple de journaux historiques qui irriguent nos territoires.

Le Crédit Mutuel, en devenant l'éditeur de presse régionale le plus important de l'hexagone a transformé, aux prix de centaines de suppressions d'emplois, les neuf entreprises de presse écrite lui appartenant en un vaste réseau d'influence et de développement marketing pour ses propres enseignes.

Son nouveau projet se résume désormais à la fermeture de sites d'impression, la réorganisation des services de rédaction et la fusion de titres afin de réduire encore et de façon plus drastique les effectifs du pôle presse du Crédit Mutuel quitte à accélérer encore la baisse de la diffusion. De l'aveu même de la nouvelle direction, lors de réunions officielles avec les élus du personnel, la perte de milliers d'abonnés et la baisse massive de diffusion des journaux papier n'est pas un problème, l'important, c'est l'audience et la valorisation de la marque.

Le Crédit Mutuel, historiquement implanté

dans nos territoires accélère la fin d'une presse utile au maintien du tissu économique indispensable en territoire et permet de développer du lien social. De plus, la proximité du débat démocratique et républicain qu'elle suscite, favorise le relais entre les citoyens et leurs élus locaux, départementaux et régionaux.

Poursuivant l'uniformisation de l'information dans tous ses titres, le Crédit Mutuel renforce son bureau journalistique parisien où sont élaborées les mêmes informations générales. En effet, faisant fi du pluralisme et d'une information indépendante des pouvoirs politique et financier, le Crédit Mutuel diffuse la même information de la frontière allemande aux portes de la Provence. C'est pourquoi le réseau des correspondants locaux, qui sillonnent nos territoires et contribuent encore à plus de 70% du contenu de l'information locale, est menacé à court terme, voire condamné.

Le nouveau dirigeant du Crédit Mutuel, Nicolas Théry, énarque de formation, membre du cabinet de DSK au ministère de l'économie, considère que l'avenir de la presse en Alsace et en Lorraine passe par l'effacement des identités locales au profit, à terme, d'un journal unique pour la Région Grand Est.

**La FILPAC a un tout autre projet :** celui de conserver les outils industriels (fabrication, impression et distribution) et d'investir sur l'avenir des titres en modernisant ces outils. Ses

priorités restent la sauvegarde d'une presse libre

et pluraliste, le maintien de la proximité

avec les lecteurs et la défense de

tous les emplois. Ce projet est en

totale opposition avec la logique

bancaire et financière qui repose

sur la fabrication de journaux à bas coût,

loin des zones de diffusion et de distribution, quitte

à imposer aux rédactions et correspondants locaux à

rendre leurs copies de plus en plus tôt. Cette stratégie

libérale, en plus d'appauvrir considérablement le contenu

des journaux, accélérerait encore la désertification des

régions par l'aggravation des difficultés économiques de

nos bassins d'emplois.

**Plus que jamais, la défense de vos journaux repose sur la mobilisation de tous les citoyens.**

La FILPAC CGT vous propose d'interpeller ensemble la Banque « à qui parler » pour qu'elle renonce à son projet mortifère et qu'elle ouvre de véritables négociations afin de garantir les emplois et des journaux de qualité. •

